



Extrait du L'École Émancipée

<http://www.ecoleemancipee.org/spip.php?article2317>

Edito : Demain se prépare aujourd'hui dans la rue

- Syndicats Nationaux - SNES-FSU - Bulletins EE - SNES - Février 2017 -



Date de mise en ligne : lundi 13 février 2017

L'École Émancipée

La période électorale en cours est dominée par les idées de la droite et de l'extrême droite. François Fillon, candidat victorieux de la primaire de la droite et du centre, avance avec une véritable « stratégie du choc » avec pour objectif de mettre en place, en cas de victoire, un véritable rouleau compresseur des acquis sociaux, des solidarités. Il manifeste un mépris affirmé du syndicalisme que nous représentons, celui de la lutte et de la transformation sociale. Les affaires scandaleuses qui le rattrapent aujourd'hui pourraient lui coûter la présidence, ce qui ne serait que justice. Mais nous ne serions pas sortis d'affaire pour autant car le très libéral Macron pourrait tirer profit avec son projet de « libérer le travail » qui n'est rien d'autre qu'un programme de droite. La défaite de Manuel Valls à la primaire de la « belle alliance populaire » est une bonne nouvelle. C'est la démonstration finale de l'illégitimité de sa politique, tout particulièrement de la loi travail, très majoritairement rejetée dans le pays. Ainsi les idées de gauche sont remises au goût du jour. Hamon veut incarner un PS qui renouerait avec les valeurs de gauche, mais son projet de revenu universel n'est pas sans causer d'inquiétude en ce qu'il pourrait se faire contre la sécurité sociale. Actuellement, il n'y a pas, pour cette échéance électorale, de débouché politique unitaire. Pourtant, le peuple de gauche (les salariés contre la loi travail, Nuit debout, les militant·es des droits et libertés, et tous les solidaires des réfugié·es) qui a mené des luttes contre le libéralisme autoritaire à la sauce Valls l'attend et participe à sa construction. L'exemple grec nous a montré qu'une victoire électorale qui ne s'appuie pas sur un rapport de force dans la rue, est impuissant devant l'autoritarisme de la « troïka ». Ainsi, seule l'unité du syndicalisme de lutte et de transformation sociale serait capable de maintenir dans l'agenda politique les questions de solidarité, d'égalité, de partage des richesses. L'intersyndicale oppose à la loi travail au printemps et à l'élection présidentielle doit se donner l'ambition d'unifier ces revendications, de construire un rempart face aux néo-libéraux et surtout de préparer les luttes nécessaires. Une échelle collective assez vaste est en effet nécessaire pour promouvoir l'idée qu'il n'y a pas de « sauveur suprême » et que c'est notre implication dans la construction des luttes qui peut changer la donne, créer les conditions d'une unité revendicative. Il serait regrettable que la perspective des élections professionnelles fasse obstacle à l'expression unitaire du syndicalisme de lutte et de transformation sociale au prétexte de concurrence électorale. Les batailles sont là qui exigent l'engagement de toutes les forces de progrès : la lutte qui mène les personnels des lycées de l'éducation prioritaire mobilisés pour une carte élargie de l'EP ; le 8 mars qui sera une journée de grève et de manifestation pour défendre les droits des femmes plus que jamais remis en cause... Les échéances électorales, quelles qu'elles soient, ne doivent pas tenter de délégitimer le syndicalisme de transformation sociale : demain se prépare maintenant dans la rue. [1]

Le bulletin complet à retrouver ici :



Bulletin ÉÉ-SNES Février 2017

[1] Illustration : CC - Alisdare Hickson sur Flickr